

# Comprendre le rôle central des acteurs financiers

**Claude Gauvreau**

«**Q**uand je raconte le parcours que j'ai fait avant d'enseigner à l'UQAM, les gens me regardent toujours avec un air étonné.» Il est vrai que la trajectoire d'Éric Pineault, 36 ans, professeur de sociologie depuis juin dernier, est pour le moins atypique. Après une première année au cégep, il plaque tout pour travailler comme boucher, puis il exerce divers petits métiers tout en militant dans le mouvement écologiste québécois. Il séjourne aussi un an aux États-Unis où il étudie à l'Institut pour l'écologie sociale. «J'ai même hésité entre devenir cultivateur biologique et mener une carrière universitaire», confie-t-il.

À l'approche de la trentaine, Éric Pineault s'inscrit à l'UQAM, au programme de baccalauréat en géographie, avant d'entreprendre une maîtrise en sociologie. Finalement, il obtient un doctorat en 2002 sous la direction de Jules Duchastel, sociologue à l'UQAM, et de Robert Boyer, professeur de sciences économiques à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris. Aujourd'hui, il collabore aux travaux de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. «Je fais de la sociologie économique et je me sens proche du courant dit institutionnaliste, une école de pensée qui développe en économie un contre-discours critique face à la vision néolibérale.»

Le jeune chercheur vient tout juste de soumettre des demandes de subventions pour deux projets de recherche complémentaires. L'un vise à cerner les formes institutionnalisées de production et d'accumulation de la richesse financière, l'autre en évaluera les impacts sur les inégalités sociales au Québec et au Canada. Pas mal pour un ancien décrocheur !

## Forte croissance des actifs

Éric Pineault s'intéresse aux mécanismes par lesquels le capital financier détermine actuellement la régulation de l'activité économique, et



Éric Pineault, professeur au Département de sociologie.

Photo : Michel Giroux

se penche sur la puissance inédite des marchés financiers déréglementés. Selon lui, on ne peut comprendre les phénomènes économiques contemporains sans une étude approfondie de l'accroissement rapide et de l'influence du capital financier dans la phase actuelle de l'économie capitaliste. «À partir de la fin des années 70, on observe en effet dans l'ensemble des pays de l'OCDE une forte croissance des actifs financiers : actions, obligations, prêts, dettes, etc.», explique-t-il.

Dresser une typologie des acteurs dominants (les investisseurs financiers) qui contrôlent la reproduction du capital financier et étudier la structure de cette reproduction (les marchés financiers) ainsi que les rapports que nouent les acteurs avec les entreprises, les salariés et l'État, voilà le noyau dur de l'analyse d'Éric Pineault. Sa méthode : l'étude de cas combinant monographies, analyses statistiques et qualitatives, et une comparaison entre le Canada et les pays de l'OCDE.

Éric Pineault cherchera également à comprendre l'idéologie de la valeur actionnariale, propagée par les ac-

teurs financiers, qui prône une répartition du revenu global des entreprises en fonction des créanciers et des actionnaires et au détriment des salariés. «Cette norme de rentabilité financière oriente de plus en plus les décisions d'investissement et arrime la gestion des firmes à l'évaluation boursière», affirme-t-il.

Le capitalisme des investissements financiers a succédé au capitalisme managérial, soutient le chercheur. «Nous ne sommes plus à l'époque du bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle, cette figure synthétique à la fois propriétaire des moyens de production, entrepreneur et financier. Depuis, les entreprises individuelles ont été marginalisées et aujourd'hui les grandes corporations jouent un rôle clé dans la vie économique.»

## Des impacts sociaux

La financiarisation du capital a également un impact direct sur les inégalités sociales, soutient Éric Pineault. «Nous sommes habitués à penser les revenus en termes de salaires, mais on s'est peu penché sur l'importance des revenus financiers. Si la rémunération salariale des

cadres supérieurs et du personnel technique clé des grandes entreprises est très élevée, elle demeure néanmoins marginale par rapport à leurs revenus financiers, comme par exemple les options sur les actions ou les gratifications en actions.»

**«On ne peut comprendre les phénomènes économiques contemporains sans une étude approfondie de l'accroissement rapide et de l'influence du capital financier.»**

Par ailleurs, on constate que l'investissement par le biais de fonds de retraite et d'épargne organisée prédomine dans les rangs de la classe moyenne, tandis que les placements financiers et spéculatifs prévalent au sein des classes supérieures, observe M. Pineault. «Les gouvernements des pays de l'OCDE, au nom d'une politique de relance de l'investissement privé, ont favorisé les placements en défiscalisant les revenus provenant de plusieurs types d'actifs financiers. Aux États-Unis, par exemple, cette ré-

volution fiscale a été interprétée comme un mouvement de désolidarisation sociale des classes supérieures dont les revenus échappent aux mécanismes de redistribution mis en place par l'État providence depuis la Seconde Guerre mondiale.»

Avec l'accroissement des inégalités financières, Éric Pineault fait l'hypothèse d'une nouvelle polarisation entre une classe moyenne composée de salariés de plus en plus endettés – pensons au crédit à la consommation venu pallier le plafonnement des salaires – et une communauté financière «mondialisatrice» qui formerait une sorte d'*overclass* dont les revenus ont augmenté à un rythme exponentiel depuis les années 80.

«Il faut parler de nouveaux antagonismes structurels qui ne relèvent pas de la responsabilité d'individus bons ou méchants. On a trop tendance à penser le pouvoir financier et la justice sociale en termes moraux plutôt qu'en termes politiques. Rappelons-nous qu'au XIX<sup>e</sup> siècle la charité publique était une façon morale de répondre aux problèmes de la pauvreté et des inégalités économiques et que le mouvement socia-

liste s'est construit en politisant les questions morales. Aujourd'hui, même si le contexte a radicalement changé, la médiation politique demeure essentielle pour tous ceux qui aspirent à une société plus juste et plus solidaire», conclut le chercheur •